



ASSOCIATION DIOCESAINE DE LUCON
30 Place du Général Leclerc
85400 LUCON

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR LES COMPTES
ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Sylvain TRAMOY
Francis BOYER
Vincent SAUVAGE

Ce rapport contient 20 pages

ASSOCIATION DIOCESAINE DE LUCON
30 place Général Leclerc
85400 LUCON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Monseigneur,
Pères,
Mesdames et Messieurs les administrateurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Diocésaine de Luçon relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Ainsi nous portons à votre connaissance :

- La note de l'annexe « règles et méthodes comptables » qui précise les dispositions du plan comptable général appliquées pour l'établissement des présents comptes annuels ;
- Les notes sur l'évaluation des immobilisations corporelles et des valeurs mobilières de placement ;
- Ainsi que la note sur la valorisation des contributions volontaires justifiant de la non-valorisation dans les présents comptes annuels.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisés ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application. Des diligences particulières ont été mises en œuvre pour nous assurer de la correcte application du règlement ANC 2018-06.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Par ailleurs, sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association décrites dans l'annexe et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes concernant notamment :

- L'évaluation des fonds dédiés ;
- Le traitement comptable des immobilisations corporelles et financières ;
- Le traitement comptable des legs et des engagements liés aux legs ;
- Ainsi que la valorisation des titres de portefeuille.

En complément des diligences mis en œuvre pour nous assurer, par sondage, du respect des procédures recommandées par l'Association Diocésaine de Luçon dans les paroisses, nous nous sommes assurés de la qualité des documents comptables communiqués par les paroisses et des contrôles mis en œuvre par les services internes.

VERIFICATION SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient au trésorier d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au trésorier d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Trésorier en collaboration avec votre Econome Diocésain.

RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumuls, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Chalon sur Saône, le 25 juin 2025

Pour la société AEC 3,
Commissaires aux Comptes

Sylvain TRAMOY
Président

Vincent SAUVAGE
Directeur Général

A blue ink signature, appearing to be 'ST', written in a cursive, stylized manner.A blue ink signature, appearing to be 'VS', written in a cursive, stylized manner.

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023	31/12/2022
Durée 12 mois		Valeurs brutes	Amortis. et provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes	Valeurs nettes
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles	115 988	86 484	29 504	34 816	36 332
	Immobilisations incorporelles en cours					
	Immobilisations incorporelles	115 988	86 484	29 504	34 816	36 332
	Terrains	741 054		741 054	368 179	360 630
	Constructions	37 811 398	19 909 477	17 901 921	17 042 515	17 737 336
	Constructions sur sol d'autrui	7 954 540	4 793 200	3 161 339	3 391 151	3 513 771
	Installations techn., mat., outil	307 069	286 878	20 191	29 885	20 596
	Autres immob. corporelles	5 921 265	5 231 023	690 241	757 941	616 637
	Immobilisations corp. en cours	67 268		67 268	592 195	228 222
	Immob. corp. grevées de droit					-
	Immobilisations corporelles	52 802 592	30 220 578	22 582 014	22 181 867	22 477 192
	Terrains reçus par legs ou donations	528 908		528 908	371 690	416 688
	Constructions reçus par legs ou donations	2 035 000		2 035 000	410 227	1 023 000
	Autres biens reçus par legs	5 000		5 000	8 500	
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	2 568 908	-	2 568 908	790 418	1 439 688
	Titres & créances rattachées	124 106		124 106	122 574	111 618
	Prêts à parties liées	2 629 058		2 629 058	2 695 104	2 802 255
	Autres prêts	180 492	101 777	78 715	87 900	85 712
	Autres immob. financières	3 278	550	2 728	2 728	2 728
	Immobilisations financières	2 936 933	102 327	2 834 606	2 908 306	3 002 313
TOTAL ACTIF IMMOBILISE		58 424 421	30 409 389	28 015 032	25 915 406	26 955 525
ACTIFS CIRCULANTS	Créances diverses	36 513		36 513	341 514	229 085
	Créances reçues par legs	1 467 396		1 467 396	960 427	1 280 708
	Créances sur parties liées	1 022 591		1 022 591	473 878	462 857
	Débiteurs divers	1 282		1 282	696	6 887
	Produits à recevoir	854 451		854 451	933 425	1 023 474
	Créances	3 382 235	-	3 382 235	2 709 940	3 003 011
	Valeurs mobilières de placement	19 402 223	165 038	19 237 185	19 074 186	17 878 919
	Disponibilités	9 775 574		9 775 574	10 535 189	7 582 221
	Placements et trésorerie	29 177 798	165 038	29 012 760	29 609 375	25 461 140
	Charges constatées d'avance	58 893		58 893	27 566	23 273
TOTAL ACTIFS CIRCULANTS		32 618 925	165 038	32 453 888	32 346 881	28 487 425
TOTAL ACTIF		91 043 346	30 574 427	60 468 919	58 262 288	55 442 950

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023	31/12/2022
	Durée 12 mois			
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droits de reprise	41 252 844	39 556 400	34 845 197
	Fonds propres avec droits de reprise	190 000	190 000	190 000
	Réserves			
	Réserves pour retraite des prêtres	4 644 693	4 956 381	4 981 753
	Report à nouveau	138 922		
	Compte de liaison débiteur			
	Compte de liaison créditeur			
	Résultat de l'exercice	5 325	1 384 756	1 284 999
	Fonds propres	46 221 134	46 087 537	41 301 949
	Subvention d'investissement	23 818	27 354	6 298
	Droits des propriétaires commodats			
	Autres fonds propres	23 818	27 354	6 298
	FONDS PROPRES	46 244 952	46 114 891	41 308 247
FONDS DEDIES	Fonds reportés liés aux legs	3 604 931	1 672 374	1 723 327
	Fonds dédiés	1 440 502	1 732 263	1 971 346
	FONDS REPORTES ET DEDIES	5 045 433	3 404 637	3 694 674
PROVISIONS	Provisions pour risques	469 629	550 145	498 575
	Provisions pour charges			
	PROVISIONS	469 629	550 145	498 575
DETTES	Emprunts auprès établis. crédit	102 206	131 251	159 582
	Dépôts des prêtres et divers	830 030	857 441	638 307
	Autres dépôts et dettes financ. divers	2 095 689	2 060 748	3 581 723
	Emprunts	3 027 924	3 049 440	4 379 612
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	525 912	537 930	471 132
	Dettes des legs ou donations	330 042	37 901	909 963
	Dettes fiscales et sociales	359 291	308 783	288 579
	Offrandes de messes	2 424 671	2 186 012	1 986 161
	Dettes sur parties liées	1 523 339	1 572 818	1 468 886
	Autres dettes	517 726	499 730	437 122
	Dettes	5 680 981	5 143 175	5 561 843
	TOTAL DETTES	8 708 905	8 192 615	9 941 455
TOTAL PASSIF		60 468 919	58 262 288	55 442 950

Compte de Résultat

exercice 12 mois		31/12/2024	31/12/2023	31/12/2022
		Total	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	1 324	1 333	528
	Ventes de biens et services			
	Vente de biens	260 341	270 025	297 457
	Ventes de prestations de services	1 387 572	1 383 030	908 063
	Produits de tiers financeurs			
	Concours publics, subventions d'exploitation	17 107	10 260	10 268
	Ressources liées à la générosité du public			
	Dons manuels	4 959 543	4 896 076	4 896 039
	Mécénat			
	Legs, donations et assurances vie	1 837 258	3 888 363	3 927 326
	Contributions financières	840 813	66 793	44 516
	Reprises prov. transfert de charges	161 158	94 819	99 128
	Utilisation des fonds dédiés	291 761	254 083	339 446
	Autres produits	1 498 281	1 402 727	1 470 706
	Total produits d'exploitation	11 255 159	12 267 508	11 993 478
CHARGES D'EXPLOITATION	Achat de marchandises	-179 930	-191 713	-184 610
	Autres achats et charges externes	-4 764 776	-4 417 859	-3 733 329
	Aides financières	-431 713	-416 993	-489 204
	Impôts et taxes	-290 569	-294 173	-294 352
	Salaires et traitements	-3 260 506	-3 132 704	-3 076 366
	Charges sociales	-1 381 189	-1 330 294	-1 316 177
	Dotations aux amortissements	-1 547 986	-1 562 625	-1 479 131
	Dotations aux provisions	-27 374	-88 981	-207 915
	Report en fonds dédiés		-15 000	-347 807
	Autres charges	-36 055	-44 139	-41 294
	Total charges d'exploitation	-11 920 099	-11 494 483	-11 170 185
	RESULTAT D'EXPLOITATION	-664 940	773 025	823 293
PRODUITS FINANCIERS	Produits des placements	84 444	294 825	18 089
	Autres intérêts et produits assimilés	54 239	17 467	19 772
	Reprises provisions, dépréciations	170 980	370 744	
	Total produits financiers	309 663	683 036	37 861
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations provisions, dépréciations	-14 247	-29 034	-646 534
	Intérêts et charges assimilées	-2 938	-3 652	-4 348
	Autres charges financières	-59 879	-53 791	-294 198
	Total charges financières	-77 064	-86 477	-945 079
	RESULTAT FINANCIER	232 599	596 559	-907 218
	RESULTAT COURANT	-432 341	1 369 584	-83 925
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opération de gestion	2 570	37 288	13 230
	Sur opérations en capital	637 858	415 002	1 923 785
	Reprises provisions, dépréciations			40 000
	Total produits exceptionnels	640 428	452 290	1 977 015
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	-138 301	-348 435	-304 413
	Sur opération en capital	-41 206	-69 360	-279 107
	Dotations aux provisions, dépréciations			
	Total charges exceptionnelles	-179 507	-417 795	-583 519
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	460 920	34 495	1 393 495
	Impôts sur les sociétés	-33 904	-19 323	-24 572
	EXCEDENT OU DEFICIT	-5 325	1 384 756	1 284 999
	<i>Total des produits</i>	<i>15 192 063</i>	<i>15 094 711</i>	<i>16 011 312</i>
	<i>Total des charges</i>	<i>-15 197 388</i>	<i>-13 709 955</i>	<i>-14 726 313</i>

ANNEXE AU BILAN DU 31/12/2024

1. Règles et méthodes comptables : application aux comptes de l'Association Diocésaine de Luçon (article 123-12 et 123-28 du code du commerce)**1.1. Principes et conventions générales**

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 130-1 et suivant du PCG. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/1983 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du PCG applicables à la clôture de l'exercice.

Les immeubles sont décomposés et les amortissements sont pratiqués sur la durée d'utilisation. Les immeubles sont ventilés en 6 composants pour le calcul des amortissements.

Ces comptes additionnent l'ensemble des entités composant l'Association Diocésaine en droit français en n'ayant pas de personnalité morale distincte.

L'Association Diocésaine de Luçon a pour but de subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique sous l'autorité de l'évêque en communion avec le Saint-Siège et conformément à la constitution de l'Eglise catholique. Son fonctionnement est en conformité avec les lois canoniques.

Il est rappelé que les statuts de l'Association Diocésaine de Luçon ont été déclaré à la sous-préfecture de Fontenay le Comte le 15 avril 1926, et a pour objet :

- L'acquisition, la location ou l'administration des édifices qu'elle juge opportun d'avoir à sa disposition ;
- L'acquisition, la location et l'administration des immeubles destinés au logement de l'Evêque, des bureaux de l'évêque, des curés et des vicaires, ainsi que des prêtres aînés ou infirmes ;
- pourvoir au traitement d'activité et, éventuellement, de retraite des ecclésiastiques occupés au ministère par nomination de l'autorité compétente, ainsi qu'aux honoraires dus aux prédicateurs et aux salaires des employés d'Eglise.

1.2. Etat des immobilisations et des amortissements

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine.

Les terrains sont évalués au coût historique. L'inventaire exhaustif des immeubles a été rapproché de la comptabilité.

Le mobilier n'a pas fait l'objet d'inventaire physique. Les conséquences en valeur nette comptable d'un éventuel écart ne devraient pas être très significatives en rapport au montant

Annexe au bilan du 31/12/2024

des fonds propres. Le risque est d'omettre des biens meubles amortis depuis longtemps mais pouvant avoir une valeur marchande significative (peintures, livres...)

Les titres immobilisés ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis.

En 2024, les biens reçus par legs ou donations destinés à être vendus sont comptabilisés en immobilisation dans le compte 24 mais ne sont pas amortis.

Etat des immobilisations :

	Valeur brute au 31/12/2023	Augmentation (acquisitions, nouveaux prêts...)	Diminution (cessions, mise au rebut, remboursements prêts...)	Valeur brute au 31/12/2024
205 Concessions, brevets, marques	200			200
208 Logiciels	115 788			115 788
232 Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations incorporelles	115 988	0	0	115 988
211 Terrains	368 179	378 052	5 177	741 054
213 Constructions	35 934 973	1 920 785	44 360	37 811 398
214 Constructions sur sol d'autrui	7 994 751	55 405	95 616	7 954 540
215 Matériels et outillages	308 478		1 409	307 069
	0			0
218 Autres matériels	5 788 898	157 794	25 427	5 921 265
231 Immobilisations corporelles en cours	592 195	1 280 823	1 805 750	67 268
Immobilisations corporelles	50 987 474	3 792 858	1 977 740	52 802 592
24 Immobilisations reçues par legs ou donations destinées à être cédées				
	790 418	3 119 612	1 341 122	2 568 908
271 Titres et créances rattachées	122 574	1 531		124 106
274 Prêts	2 903 932	57 115	151 497	2 809 549
275 Autres immobilisations financières	3 278			3 278
Immobilisations financières	3 029 784	58 646	151 497	2 936 933
Total immobilisations	54 923 663	6 971 116	3 470 359	58 424 421

Etat des amortissements :

	Montant des amortissements au 31/12/2023	Augmentation (dotations de l'exercice)	Diminution (cessions, mise au rebut...)	Montant des amortissements au 31/12/2024
2805 Amortissements concessions, brevets, marques	200			200
2808 Amortissements logiciels	80 972	6 464	1 152	86 284
Amortissements immobilisations incorporelles	81 172	6 464	1 152	86 484
2813 Amortissements constructions	18 892 458	1 054 087	37 068	19 909 477
2814 Amortissements constructions sur sol d'autrui	4 603 600	253 744	64 143	4 793 200
2815 Amortissements matériels et outillages	278 592	9 694	1 409	286 878
2818 Amortissements autres matériels	5 030 957	228 067	28 001	5 231 023
Amortissements immobilisations corporelles	28 805 607	1 545 592	130 621	30 220 578
Total amortissements	28 886 779	1 552 056	131 773	30 307 062

1.3. Etat des provisions :

Une provision a été constituée en 2020 pour charges sur legs, elle s'élevait à 12 000 euros, des ajustements ont été faits en 2023 et 2024, elle s'élève désormais à 3 000 euros.

Une provision pour Indemnité de fin de carrière (ou indemnité de départ à la retraite) a été constituée en 2017. La méthode retenue pour le calcul est la méthode des unités de crédit projetées, méthode définie par la norme comptable IAS 19 révisée et par la norme FAS87. Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC.

Annexe au bilan du 31/12/2024

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés administratifs et techniques en CDI (cadres et non cadres) au titre de l'indemnité de fin de carrière, en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'Association à l'âge de la retraite, s'élève à 90 384 euros.

Une provision pour les charges de la Communauté des Sœurs de la passion et des Sœurs du Cœur de Jésus a été constituée, elle correspond à l'estimation de la prise en charge des frais de résidence des sœurs résultant d'un engagement de l'Association Diocésaine à l'égard de ces communautés. Ces montants ont été réévalués selon la table de mortalité issue des statistiques de l'INSEE (femmes seules) base des années 2020-2022 (données provisoires arrêtées à fin décembre 2023). Ces montants sont destinés à être réduits chaque année du coût net supporté par l'Association Diocésaine.

Une provision a été constituée pour le risque de prise en charge des frais de pension à la Maison du Clergé Le Landreau de Madame Chaillot Denise. Cette provision est liée aux difficultés d'interprétation de l'acte authentique de donation signé le 19 décembre 2007 et du contrat de séjour signé par Madame CHAILLOT Denise avec la Maison de retraite du Clergé Le Landreau le 6 janvier 2023. La provision a été réduite en 2024 de 93 161 euros, car Mme Chaillot s'est engagée à régler une partie de sa pension à la maison de retraite.

Une provision pour litige a été constituée en 2023. L'Association diocésaine de Luçon a été assignée le 9 juin 2023 devant le tribunal judiciaire des Sables d'Olonne pour un litige lié à un projet de cession. Le litige n'étant pas jugé, la provision de 88 431 euros n'a pas été modifiée.

1.4. Etat des échéances des créances et des dettes

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les dettes sont notamment composées de dépôts des prêtres qui sont rémunérés par le diocèse. Ces dépôts n'ont pas d'échéances définies. L'analyse des mouvements passés, montre que les retraits sont extrêmement rares, et ont généralement pour source le décès du prêtre. Aussi ces dépôts ont-ils été considérés comme ayant une échéance à plus de cinq ans (voir tableau en 4.4 Etat des créances et dettes).

Par ailleurs, le Carmel de Luçon confie sa trésorerie à l'Association Diocésaine de Luçon.

Les paroisses ont comptabilisé leurs produits à recevoir ; leurs charges à payer, et leurs produits et charges constatées d'avance, dès lors qu'ils étaient significatifs, c'est-à-dire supérieur à 500 euros. Très peu de paroisses sont concernées.

1.5. Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont estimées suivant les normes comptables au coût d'acquisition (méthode du coût historique) pour respecter les règles comptables. Les banques qui gèrent les portefeuilles sont autonomes pour leur gestion dans le cadre d'un mandat de gestion.

Sur le portefeuille du Crédit Mutuel une provision a été passée à concurrence des moins-values latentes au 31/12/2024, soit 13 971 euros.

Sur le portefeuille Crédit Agricole des Missionnaires de la Plaine, une provision a été passée à concurrence des moins-values latentes au 31/12/2024, soit 276 euros.

Une reprise de provision des moins-values latentes au 31/12/2024 a été faite à concurrence de 170 980 euros.

Annexe au bilan du 31/12/2024

Le total des provisions relatives aux moins-values s'élève donc à 165 038 euros, tandis que les plus-values latentes non comptabilisées s'élèvent à 1 465 609 euros.

La valorisation boursière des titres détenus par les banques, c'est-à-dire la dette reconnue par les banques au 31 décembre s'élevait à 20 562 447 euros (dont 695 621 euros pour les Missionnaires de la Plaine) tandis que la créance inscrite dans nos comptes s'élève à 19 261 776 euros (dont 650 191 euros pour les MDP), et les valeurs au coffre sont valorisées pour 140 448 euros.

1.6. Analyse de l'évolution des fonds propres

Fonds propres 2022 intégrant le résultat 2022	41 308 247
Modification périmètre fonds propres MDP	3 400 832
Résultat 2023	1 384 756
Variation subvention d'investissement	21 056
Fonds propres 2023 intégrant le résultat 2023	46 114 891
Modification périmètre MDP (intégration comptes bancaires)	138 922
Résultat 2024	-5 325
Variation subvention d'investissement	-3 536
Fonds propres 2023 intégrant le résultat 2024	46 244 952

1.7. Réserve pour la retraite des prêtres

Il revient à l'Association Diocésaine d'assurer la subsistance des prêtres jusqu'à leur décès. La retraite versée par la CAVIMAC est insuffisante pour assurer un revenu décent au prêtre retiré. L'Association Diocésaine doit abonder. Il en résulte la nécessité de prévoir le financement de ce complément de retraite. C'est l'objet social de l'Association Diocésaine.

Il est donc nécessaire d'affecter les excédents à un compte de fonds propre qui soit réservé à cette obligation.

Le montant calculé qui s'élève à 4 644 693 euros fait intervenir plusieurs variables qui le rendent potentiellement volatile d'une année sur l'autre. En particulier l'évaluation du coût des prêtres retirés fait apparaître des variations qui se répercutent sur l'évaluation de la réserve à effectuer.

Les prêtres dénombrés sont les prêtres incardinés qui sont en mission dans le diocèse ou dans des diocèses qui ne pourront prendre en charge leur retraite compte tenu de leur situation financière. Les prêtres non incardinés sont pris en considération s'ils sont en mission longue sur le diocèse.

La table de mortalité est issue des statistiques de l'INSEE (hommes seuls) base des années 2020-2022 (données provisoires arrêtées à fin décembre 2023).

Les coûts de prise en charge future ne sont pas revalorisés. L'impact d'une revalorisation conduirait à un accroissement de la réserve. Mais simultanément le coût net pour l'Association Diocésaine est susceptible de diminuer par le fait de la création d'une retraite complémentaire pour les prêtres à compter de 2006.

Annexe au bilan du 31/12/2024

2. Précisions sur l'addition des comptes des différentes entités du diocèse

2.1. Paroisses et Association Diocésaine

L'Association Diocésaine est une structure juridique unique qui couvre l'ensemble des activités de la curie diocésaine et des paroisses. De son côté, le droit de l'Eglise (droit canonique) confère aux paroisses la personnalité juridique.

Les paroisses sont civilement des établissements de l'Association Diocésaine de Luçon.

Du point de vue comptable, il y a peu de difficultés à scinder les comptes des paroisses et ceux de la curie diocésaine étant admis que :

- Les paroisses prennent en charge le personnel administratif et d'entretien. Les paroisses sont en effet employeurs de ces salariés tant d'un point de vue social que d'un point de vue fiscal (taxe sur les salaires).
- La curie diocésaine prend en charge l'intégralité des traitements des prêtres.
- Des mouvements financiers assez nombreux doivent être compensés lorsque l'addition est effectuée.

Avec la nouvelle carte des doyennés en 2019, et les nouvelles paroisses en 2022, les règles du calcul de la contribution des paroisses aux charges diocésaines ont été modifiées en 2024 :

Simplification des règles de contribution des paroisses :

- Suppression du prélèvement lié à la trésorerie excédentaire ;
- Suppression du prélèvement lié à la rémunération des laïcs en mission ecclésiale ;
- Suppression du prélèvement lié aux immeubles mis à la disposition par les communes.

Règles concernant le budget immobilier :

- Maintien du taux de 3,33% du patrimoine immobilier excédentaire, propriété des paroisses ;
- Maintien des exonérations prévues par la précédente réforme : presbytères occupés par les prêtres à titre de résidence principale, une salle paroissiale par paroisse (anciennes paroisses), coefficient X2,5 pour les immeubles de rapport.

Règles concernant le budget des personnes :

- Les paroisses prennent en charge la rémunération des laïcs en mission ecclésiale ;
- Les paroisses prennent en charge la rémunération des assistants mission doyennés (prorata des ressources des paroisses dans le doyenné) ;
- Les paroisses prennent en charge une partie du coût des communautés religieuses en mission paroissiale : les cotisations sociales CAVIMAC restent à la charge du diocèse / le reste des coûts (indemnités, logements, véhicules...) sera à la charge de chaque paroisse.
- Rappel : conformément au guide des conseils paroissiaux pour les affaires économiques, l'autorisation de l'évêque est requise pour toute embauche nouvelle.

Règles concernant la solidarité entre les paroisses :

- Sur les ressources brutes de chaque paroisse, déduction d'un abattement correspondant à 15% de la moyenne des charges annuelles des paroisses (N-1)
- Application d'un taux progressif sur les ressources nettes :

✓ 0 – 100.000 €	25%,
✓ 100.000 € - 200.000 €	30%,
✓ > 200.000 €	35%.

Annexe au bilan du 31/12/2024

2.2. Maison du diocèse Saint Paul et Association Diocésaine

La scission des comptes des mouvements et services de ceux du Diocèse n'a pas de fondement canonique aussi nettement établi que celui des paroisses. Seuls les mouvements et services qui se sont dotés d'une structure associative sont nettement distincts de l'Association Diocésaine.

La Maison St Paul est cependant une structure ecclésiale stable établie par l'Evêque et à ce titre peut jouir d'une autonomie comptable.

La scission des comptes de la Maison St Paul de ceux de la curie diocésaine, résulte d'un usage et de la reconnaissance de l'existence de cette unité ecclésiale stable. Il est cependant à noter que les comptes de la Maison St Paul sont intégrés dans les comptes du diocèse.

La curie diocésaine prend en compte l'entité comptable représentée par la Maison Saint Paul en imputant tous les versements effectués à la Maison St Paul et transitant dans la comptabilité générale de la Maison St Paul dans des comptes de liaison.

La Maison St Paul n'a d'autres recettes que les subventions versées par la curie diocésaine, hors le produit de remboursements de frais.

2.3. Pèlerinages diocésains et Association Diocésaine.

Ses comptes sont intégrés dans les comptes de l'association diocésaine.

En 2015, changement de méthode comptable dans l'enregistrement des dépenses et des recettes liées aux pèlerinages : elles sont enregistrées directement dans les comptes de charges et de produits, chaque pèlerinage étant suivi analytiquement. Auparavant il existait un compte de tiers pour chaque pèlerinage qui enregistrerait les dépenses et les recettes et qui était soldé en fin d'année.

Après la crise sanitaire du Covid 19, l'activité des pèlerinages diocésains ont vraiment repris à partir de 2023, en 2024, le montant des ressources se rapproche des montants enregistrés avant la crise du Covid 19.

Pèlerinages diocésains	2024	2023	2022	2021	2020	2019
Comptes de produits	520 187	522 243	199 717	134 401	19 470	666 814

2.4. Congrégation des Missionnaires de la Plaine

LA CONGRÉGATION DES MISSIONNAIRES DE LA PLAINE ET DE SAINTE THÉRÈSE DE L'ENFANT JÉSUS, dont le siège est à LUÇON (Vendée), 1 rue Mille souris, a été érigée en congrégation cléricale de droit diocésain par Monseigneur Gustave-Lazare GARNIER, Evêque de Luçon, le 12 juillet 1928. La Congrégation n'est pas reconnue en droit français. Elle est couverte légalement par l'ASSOCIATION DIOCESAINE DE LUÇON.

Les biens immobiliers sont les propriétés canoniques de la Congrégation et les propriétés légales de l'ASSOCIATION DIOCESAINE DE LUÇON, dont le siège est à l'évêché de Luçon, 30 place Leclerc.

Les biens mobiliers : meubles, avoirs bancaires, placements financiers, voitures sont les propriétés canoniques de la Congrégation et les propriétés légales de l'ASSOCIATION DIOCESAINE DE LUÇON.

Annexe au bilan du 31/12/2024

Le traitement – rémunération – des membres de la congrégation est assuré par les finances propres de la Congrégation (pensions de retraites, apports évêché, offrandes de messes...). Les membres reçoivent chaque mois leur traitement, dont une partie reste à leur disposition pour leurs besoins personnels, l'autre partie est remise à la congrégation pour assurer la vie communautaire.

Etant donné l'âge des membres de la congrégation (de 53 à 97 ans, dont 1 de moins de 75 ans), il paraît opportun de prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la vie des membres de la congrégation.

Il est rappelé que la congrégation étant liée au diocèse de Luçon d'une manière toute particulière par son histoire, le chapitre extraordinaire du 22 juin 2020 a décidé que tout le patrimoine immobilier et mobilier de la congrégation doit être dévolu au diocèse de Luçon à charge pour celui-ci d'assurer la vie des membres de la congrégation, la prise en charge de leur retraite, maladie, vieillesse jusqu'à la mort du dernier.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration décide le 4 mai 2023 à l'unanimité d'accepter les suites du chapitre extraordinaire de la CONGRÉGATION DES MISSIONNAIRES DE LA PLAINE ET DE SAINTE THÉRÈSE DE L'ENFANT JÉSUS du 22 juin 2020 en ce qu'elle décide que tout le patrimoine immobilier et mobilier de la congrégation doit être dévolu à l'ASSOCIATION DIOCÉSAINE DE LUÇON à charge pour celle-ci d'assurer la vie des membres de la congrégation, la prise en charge de leur retraite, maladie, vieillesse jusqu'à la mort du dernier.

2.5. Associations indépendantes mais ayant des objectifs communs.

L'expression « parties liées » s'entend de deux entités dont l'une d'entre elles peut contrôler l'autre ou exercer sur celle-ci une influence notable lors de la prise de décisions financières ou de gestion.

Un certain nombre de structures associatives indépendantes coexistent dans le diocèse de Luçon avec une communauté d'objectif. Les personnes membres de ces associations ont été choisies de telle façon que l'Association Diocésaine exerce une influence notable sur leur prise de décision.

On peut citer ainsi :

- Les associations immobilières qui portent la propriété des établissements scolaires et de quelques salles paroissiales et presbytères : Monts et Lumière, La Permanente, La Persévérante, La Ruche Vendéenne, L'Alouette du Bocage, L'Abeille de l'Ouest, Le Grand Logis, Immobilière du Marais Breton. Ces associations sont présidées par le vicaire général, les autres membres étant présentes es-qualité. En tant que propriétaires de locaux immobiliers, elles se portent caution lorsque des emprunts sont souscrits par les OGEC pour effectuer des travaux dans leurs bâtiments scolaires. Ces emprunts sont d'un montant inférieur au montant des travaux. A de très rares exceptions près, ces travaux consistent en des grosses réparations ou des agrandissements. Leurs patrimoines couvrent donc les risques supportés.

Ces associations n'ont ni ressources, ni dépenses, leurs patrimoines étant mis à la disposition des associations gestionnaires qui occupent leurs bâtiments. Ces dernières s'acquittent de toutes les charges relatives à ces bâtiments.

- L'association « Maison de retraite du Clergé – Le Landreau » qui gère les maisons de retraite des prêtres : les murs sont la propriété du syndicat ecclésiastique du diocèse

Annexe au bilan du 31/12/2024

de Luçon. Depuis la fermeture de la maison de retraite du Clergé à Martinet, il s'agit de la seule structure diocésaine accueillant des prêtres aînés dépendants. Au cours de l'année 2017, elle a entrepris des travaux d'agrandissement, pour porter la capacité d'accueil de 60 à 70 résidents. L'ouverture de ces chambres et l'accueil des nouveaux résidents a commencé en juin 2018. L'association gestionnaire est largement subventionnée par l'Association Diocésaine en raison de son objet.

- Le Syndicat Ecclésiastique qui reçoit des subventions de l'Association Diocésaine.
- L'A.I.D.L. (Association Immobilière du Diocèse de Luçon), est propriétaire à 99% de la SCI rue Luneau et de 1% de différentes SCI de collèges et de Lycées. Elle a par ailleurs acquis les parts de la SCI Séminaire de Chavagnes à hauteur de 99% le 1% restant ayant été acquis par l'association Alouette du Bocage au cours de l'année 2015.
- RCF Vendée : association autonome juridiquement en charge de la diffusion de la radio diocésaine, elle bénéficie de subventions de fonctionnement de la part de l'Association Diocésaine de Luçon, en plus des ressources propres de RCF. L'AD assure également la caution bancaire lorsque RCF Vendée est amené à emprunter pour ses investissements.
- PROMEDIAL (Association pour la Promotion des Médias dans le Diocèse de Luçon) : association qui emploie le personnel technique et administratif de la radio RCF Vendée. Ses ressources proviennent exclusivement de subventions octroyées par l'Association Diocésaine de Luçon.
- Le fonds de dotation « Richelieu » : créé au cours de l'année 2011, il a notamment pour objet d'accompagner les projets culturels du diocèse de Luçon. La comptabilité et l'émission des reçus fiscaux sont assurés par les services comptables de la curie diocésaine. Il est présidé par l'évêque de Luçon.
- L'APECAV (Association pour la Promotion de l'Enseignement Catholique en Vendée), dans une moindre mesure, en raison de l'indépendance financière des structures, et du fait que la présidence de l'association n'a été confiée ni au président de l'AD ni à un membre du CA ou à un vicaire épiscopal. Son objet est d'être propriétaire des immeubles scolaires du 2nd degré (collèges et lycées), soit directement, soit par des Sociétés Civiles Immobilières interposées.
- La SARL SYPE (librairie Siloé) en raison de l'implication financière de l'Association Diocésaine de Luçon, et de la finalité de cette structure, détenue à 18% par l'Association Diocésaine de Luçon, et détenue pour le reste par des associations poursuivant un objectif voisin.
- Art et musique sacrés, Hospitalité Vendéenne, et ADER, sont des quasi services diocésains érigés en associations pour des raisons historiques.
- L'association immobilière Maindra est totalement indépendante de l'association diocésaine, mais elle poursuit un objectif commun (Cf. 3.2)

Annexe au bilan du 31/12/2024

3. Faits caractéristiques de l'exercice**3.1. Legs et donations**

Les dispositions prévues par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 sont appliquées en matière de legs et donations.

Les actifs et passifs provenant de legs et donations sont enregistrés au bilan, dès la date d'acceptation ou la date d'entrée en jouissance de la libération si celle-ci est postérieure, ou à la date de levée de la dernière condition suspensive.

La contrepartie est inscrite en produits, sauf s'il existe une stipulation de l'auteur de la libéralité de renforcer les fonds propres de l'entité.

A la clôture de l'exercice, les libéralités constatées en produits au cours de l'exercice et dont certains actifs à céder ne sont pas encore réalisés ou certains actifs financiers n'ont pas été reçus ou transférés donnent lieu à une écriture au passif en fonds reportés (compte 191), avec pour contrepartie une charge (compte 6891). Ces fonds seront repris et constatés en produits au cours des exercices suivants, au fur et à mesure des encaissements et décaissements liés à la réalisation de la libéralité.

S'agissant de biens destinés à être cédés, ils sont inscrits dans un compte 24, ceux-ci ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, ils font l'objet d'une dépréciation comptabilisée en charge : « dotations pour dépréciations d'actifs reçus par legs ou donation » (compte 68164) par le crédit du compte : « Dépréciations des biens reçus par legs et donations destinés à être cédés » (compte 294). Les fonds reportés sont alors ajustés en conséquence.

En cas de gestion temporaire de biens reçus par legs ou donation destinés à être cédés, les charges et les produits liés sont inscrits et charges et en produits suivant leur nature.

Informations sur les postes du bilan liés aux legs :

Le montant des fonds reportés liés aux legs et donations s'élève à 3 605 Keuros au 31/12/2024.

ACTIF		PASSIF	
Biens reçus de legs ou donations destinés à être cédés	2 568 908	Fonds reportés liés aux legs	3 604 931
Créances legs	1 467 396	Dettes legs et donations	330 042
	4 036 304	Dettes messes provenant de legs	101 331
			4 036 304

Information sur la ligne legs, donations et assurances vie des produits de l'Association

En application de l'ANC 2018-06, les charges et les produits relatifs aux legs, donations et assurances vie ont été compensées au résultat sous la ligne de produits y afférent pour un montant net de 1 837 258 euros contre 3 888 363 euros en 2023.

Elle se détaille de la manière suivante :

Annexe au bilan du 31/12/2024

	Legs, donations et assurances vie	1 837 258
produits	Assurances Vie	178 346
	Legs et donations	3 538 385
	Autres produits sur legs ou donations	52 601
	Produits de cession d'actif issu de legs	122 303
	Utilisation des fonds reportés s/ leg	880 358
charges	Valeur nette comptable actifs cédés legs	-120 219
	Report en fonds reportés sur legs	-2 814 515

3.2. Fonds dédiés

Fonds dédiés	Solde au 31/12/2023	nouvelles ressources affectées	utilisation en cours d'exercice	Solde au 31/12/2024
Fonds dédiés frais de séminaires et séminaristes	1 062 230		208 256	853 975
Fonds dédiés travaux Centre Spirituel La Chaume (dons et legs Mme Sacré)	459 734		26 535	433 200
Fonds dédiés prise en charges Sœurs du Coeur de Jésus	175 299		56 971	118 328
Fonds dédiés entretien église de la Caillère (legs Mme Mathonneau) paroisse Mareuil Ste Hermine	20 000			20 000
Fonds dédiés orgue paroisse Aizenay	15 000			15 000
	1 732 263			1 440 502

Informations complémentaires

Sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice :

Fonds dédiés affectés aux frais de séminaristes et séminaires

Fonds dédiés affectés aux travaux du Centre Spirituel de la Chaume, le montant des reprises est calculé au prorata des amortissements.

Fonds dédiés reçus de la congrégation des Sœurs du Coeur de Jésus affectés à la prise en charge de leur pension.

Fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été enregistrée au cours des deux derniers exercices :

Fonds dédiés provenant du legs reçu de Mme Mathonneau pour l'entretien de l'église de La Caillère.

Fonds dédiés provenant d'un don pour l'achat d'un orgue pour l'église de la paroisse Ste Trinité d'Aizenay.

Annexe au bilan du 31/12/2024

4. Engagements financiers

4.1. Engagements donnés

Cautionnements donnés à des organismes bancaires :

Bénéficiaire de la caution	Emprunteur	Capital restant dû	Intérêts	Cautionnement au 31/12/2024	Fin de garantie
CCM	Maison de retraite du Clergé Le Landreau	181 244,14	21 929,26	203 173,40	31/07/2037
CCM Roche Molière	GRV	5 228,97	32,67	5 261,64	05/12/2026
CA	Maison de retraite La Ste Famille	209 740,77	49,17	209 789,94	01/12/2037
CA	Maison de retraite La Ste Famille	315 193,32	77,27	315 270,59	01/12/2042
Caisse d'Epargne	Maison de retraite La Ste Famille	770 000,00	403 624,66	1 173 624,66	05/10/2054
Caisse d'Epargne	Maison de retraite La Ste Famille	375 000,00	195 621,60	570 621,60	05/10/2054
				2 477 741,83	

Cautions données en garantie de remboursement d'une subvention :

Bénéficiaire de la caution	Structure subventionnée	Date subvention	Subvention initiale	Subvention restituable	Fin de garantie
Conseil Régional	Jean XXIII aménagement de locaux	22/11/2012	76 714,00	14 754,31	22/11/2027
Conseil Régional	Jean XXIII trvx accueil, bât. Ens. Sup. et CDI	22/06/2010	70 451,15	2 174,66	21/06/2025
Conseil Régional	Jean XXIII trvx accueil, bât. Ens. Sup. et CDI	22/06/2010	72 285,00	2 231,26	21/06/2025
Conseil Régional	Jean XXIII Rénovation toiture, carrelage des sall	03/11/2010	3 881,85	214,83	02/11/2025
Conseil Régional	Jean XXIII Rénovation toiture, carrelage des sall	03/11/2010	77 118,00	4 267,90	02/11/2025
Conseil Régional	Jean XXIII Rénovation toiture, carrelage des sall	03/11/2010	43 118,15	2 386,26	02/11/2025
Conseil Régional	Jean XXIII Réalisation trvx accueil, bât enseigt	22/06/2010	70 451,15	2 174,66	21/06/2025
Conseil Régional	Jean XXIII Réalisation trvx accueil, bât enseigt	22/06/2010	72 285,00	2 231,26	21/06/2025
Conseil Régional	Jean XXIII Sanitaires préaux	17/01/2006	35 539,58	1 835,40	17/01/2026
Conseil Régional	Jean XXIII Sanitaires préaux	17/01/2006	66 601,19	24 493,42	17/01/2036
Conseil Régional	Jean XXIII amphi	03/05/1996	421 148,03	119 161,82	03/05/2036
			1 009 593,10	175 925,79	

Total des engagements donnés : 2 653 667,61 euros

4.2. Engagements reçus

Les Oblats de Saint Vincent, arrivés en 2011 à La Roche sur Yon se sont engagés à verser au diocèse 300 000 euros dans les années futures à raison de 30 000 euros par an à compter du premier janvier 2015 tant qu'ils seront dans le diocèse. Depuis 2015, le diocèse a reçu 270 000 euros. 30 000 euros ont été versé en début d'année 2025 au titre de l'année 2024.

Annexe au bilan du 31/12/2024

4.3. Participations

L'Association Diocésaine détient 220 parts sociales sur 1200 parts sociales de la SARL Siloë-Sype, librairie religieuse.

Capitaux propres au 31/01/2024 : 267 247 euros

Résultat 2024 : 5 539 euros.

4.4. Etat des créances et des dettes**Détail des créances et des dettes 2024**

Créances	Créances brutes	Provisions	Créances nettes	- d'1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Prêt Siloë	58 450		58 450		58 450	
Prêt à SCI Luneau	706 489		706 489	30 000	120 000	556 489
Prêt à AIDL - pour SCI Luneau	440 559		440 559			440 559
Prêt à AIDL -pour SCI Sem Chavagnes	401 921		401 921			401 921
Prêt Maison du Clergé Le Landreau	935 000		935 000	60 000	240 000	635 000
Prêt au centre spirituel	145 089		145 089		145 089	
Prêts à parties liées	2 687 508	0	2 687 508	90 000	563 539	2 033 969
Autres Prêts (paroisses)	3 800		3 800	1 500	2 300	
Autres prêts individuels	74 915		74 915	31 791	43 124	
Prêt COVECOL	34 977	34 977	0			
Prêt Ass. Diocésaine de Laval	66 800	66 800	0			
Autres prêts	180 492	101 777	78 715	33 291	45 424	0
Autres immob. financières	3 278	550	2 728			
Créances diverses	36 513		36 513	36 513		
Créances legs	1 467 396		1 467 396	1 467 396		
Créances sur parties liées	1 022 591		1 022 591	1 022 591		
Débiteurs divers	1 282		1 282	1 282		
Produits à recevoir	741 324		741 324	241 324	400 000	100 000
Charges constatées d'avance	58 893		58 893	58 893		
Total autres créances	3 331 279	550	3 330 729	2 828 000	400 000	100 000
Total des créances	6 199 278	102 327	6 096 951	2 951 291	1 008 963	2 133 969

Dettes				- d'1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Emprunts auprès établis. crédit	102 206			29 777	72 429	
Dépôts des prêtres et divers	830 030					830 030
Emprunts et dettes financ. divers	2 095 689					2 095 689
Dettes fourniss. & cptes rattachés	525 912			525 912		
Dettes legs	330 042			330 042		
Dettes fiscales et sociales	359 291			359 291		
Offrandes de messes	2 424 671			2 424 671		
Dettes sur parties liées	1 523 339			1 523 339		
Autres dettes	517 726			517 726		
Total des dettes	8 708 905			5 710 757	72 429	2 925 719

Annexe au bilan du 31/12/2024

VALORISATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

L'Association diocésaine de Luçon bénéficie d'un grand nombre de contributions volontaires en nature pour la réalisation de son objet culturel tant dans les paroisses qu'à la curie ou dans les services : catéchistes, animations liturgiques, services administratifs, entretien des lieux de culte, implication dans les conseils aux affaires économiques, ...

Toutefois, la Conférence des Évêques de France considère que les missions bénévoles réalisées en Église résultent du statut de baptisés qu'elles ne font que traduire en actes. Le recensement et la valorisation de ces missions bénévoles dans les comptes des Associations Diocésaines ne seraient pas compatibles avec ce statut.

De ce fait, ces contributions volontaires en nature ne sont pas valorisées.

Avantages et ressources provenant de l'étranger

Pays du donateur	Date	Personnalité juridique	Nature	Caractéristique (direct ou indirect)	Mode de paiement	Montant (en euros)
Belgique	28/03/2024	Personne physique	Don	direct	prélèvement	20,00
Belgique	28/06/2024	Personne physique	Don	direct	prélèvement	20,00
Belgique	28/09/2024	Personne physique	Don	direct	prélèvement	20,00
Belgique	28/12/2024	Personne physique	Don	direct	prélèvement	20,00
Ile Maurice	15/11/2024	Personne physique	Don	direct	virement	6 000,00
Total						6 080,00